

L'Europe lance la machine à expulser

Les conclusions du Conseil européen le disent poliment : il faut « réduire les incitations à la migration illégale grâce à des retours effectifs ». Plus brutalement, l'Europe veut expulser davantage, pour dissuader les candidats à l'immigration.

13 000 sur 91 000

Ce tour de vis intervient sur fond de diminution de la pression migratoire. L'agence européenne Frontex a totalisé 156 000 détections de migrants aux frontières de l'Union depuis le début de l'année, en baisse des deux tiers sur l'année précédente, notamment grâce au blocage des entrées par la Grèce, via la Turquie.

La réduction de ces flux n'en reste pas moins une priorité, et d'abord pour le président français. Son « Europe qui protège » doit aussi « mieux protéger face aux migrations », a-t-il insisté jeudi à son arrivée à



■ **Le président français, le président du conseil italien et la chancelière allemande, hier à Bruxelles.** AFP

Bruxelles. Et dès mercredi à Paris, devant policiers et gendarmes, il affirmait que la future loi sur l'immigration devrait permettre de « reconduire de manière intraitable » les migrants illégaux.

L'insistance repose sur un constat d'échec. L'année dernière, la France a expulsé 13 000 personnes, alors que 91 000 étrangers en situation irrégulière avaient été interpellés. Au niveau européen, 226 000 migrants ont été expulsés, quand 553 000 avaient

reçu l'ordre de quitter l'Union, selon le Commissaire Dimitris Avramopoulos.

Pour améliorer ces résultats, l'Europe travaille sur deux fronts. En interne, le Conseil préconise de renforcer les moyens de l'Agence européenne de garde-frontières Frontex, et de lui donner « un rôle accru » dans les charters de renvoi d'illégaux. Et à l'extérieur, il met la pression sur les pays d'origine ou de transit, qui refusent souvent d'accueillir ces expulsés. Le Conseil prévient que l'Europe jouera sur « le développement, le commerce et les visas » avec les pays concernés, pour « obtenir des résultats mesurables sur le plan du retour des migrants en situation irrégulière ». La Guinée, le Nigeria mais aussi l'Albanie, pays d'origine des migrants, le Tchad, le Niger ou le Mali, pays de transit, sont prévenus...

Francis Brochet